

Lettre à un socialiste

Président de la République française



François Hollande, il ne faut pas exagérer l'oubli de la démocratie et de la République lorsqu'il s'agit des Peuples africains.

Voilà qui est fait, le référendum au Congo. Dire OUI ou NON à l'illégalité du changement constitutionnel n'est pas un choix démocratique ni une valeur républicaine. C'est du « *Tintin au Congo* » : un référendum purement caricatural de la démocratie. Vous-même n'oserez jamais commettre ce forfait en France où des institutions, fortes, permettent la vitalité de l'alternance politique.

Déjà, votre position n'était pas claire face à Blaise Compaoré, lorsqu'il tentait la modification constitutionnelle pour se maintenir au pouvoir au Burkina Faso. À Blaise Compaoré, vous promettiez la présidence de l'Organisation Internationale de la Francophonie comme lieu de poursuite extensive de ses forfaitures liberticides. Heureusement, le Peuple du Burkina Faso a su persister et clore ce débat en temps et lieu, au prix d'énormes sacrifices et en résistant à toutes les simplifications externes.

Entre temps, vous avez fait de la Francophonie la poursuite de la Françafrique par d'autres moyens. Puisqu'on a vu cette Francophonie à l'œuvre dans les élections présidentielles au Togo : apparaître neutre et disparaître pleutre. Faure Gnassingbé est au comble de l'illégitimité d'un troisième mandat enfanté d'une Constitution déjà suppliciée par son père, et plusieurs fois violée nuitamment par lui-même à la mort de son géniteur; cette année même la Francophonie a agi au Togo au nom de la Françafrique, et le résultat est très peu reluisant.

Mais une certaine France ne peut pas toujours traiter son infirmité démocratique en Afrique francophone en confondant toutes les nuances des pouvoirs confiscatoires qui s'y déroulent. Togo hier, Congo aujourd'hui, Cameroun, Gabon et quel autre pays demain? Il ne faut pas exagérer l'oubli de la volonté de tous ces Peuples africains à vouloir obstinément se soustraire du totalitarisme de leur dirigeant. Cessez de toujours appuyer là où ça fait mal à l'Afrique et aux Africains. Ne prolongez pas « *Les heures verticales* » de toutes ces populations africaines restées debout, si longtemps desséchées et épuisées, depuis ce qu'elles pensaient être « *Les soleils des indépendances* » de leurs pays.

L'éthique républicaine et même l'intérêt visionnaire réel de la France, tout ceci commande des positionnements braves, lucides et solidaires aux côtés des volontés populaires africaines où qu'elles s'expriment. Le risque de vos attermolements démocratiques en Afrique est très grand désormais : le détournement de tous ces Peuples de la France, lorsque leurs aspirations républicaines viendront à s'éclore, abreuvées de leur seul sang et loin de tout soutien salutaire.

Aux commandes de la France, il faut savoir résolument choisir entre les amitiés intéressées du moment et les solidarités durablement investies. « *L'oubli de soi-même, bien compris, s'appelle abnégation; mal compris, il s'appelle abrutissement. Socialistes, songez-y!* »; c'est ce que disait déjà l'immense et agile Victor Hugo, et il est grand temps que cela soit entendu et appliqué, sereinement, par rien de moins qu'un chef d'État français.

Après l'illégitimité du troisième mandat présidentiel au Togo et l'illégalité du référendum constitutionnel au Congo, « *rassembler* » et « *apaiser* » -comme vous le prescrivez aux usurpateurs, ne participent pas de l'ambition des Peuples africains; c'est plutôt la devise grossièrement forgée, du frelaté « *Kpayo* », le slogan « *coupé-décalé* » des dirigeants mal élus de l'Afrique francophone auquel vous contribuez à donner audible caution et forte bénédiction. Ils s'en réjouissent. C'est vous-même qu'ils avilissent dans leurs pas de danse ainsi que dans leurs conversations carnavalesques empreintes de la démesure. C'est la France qui perd sur tous les plans.

François Hollande, n'ôtez pas aux Peuples africains la dignité qu'ils n'ont jamais laissée en marchandage; n'adhérez pas au syndicat des chefs d'État africains francophones, vieux et jeunes, qui n'ont d'avenir que dans le futur antérieur. L'Afrique n'a pas besoin de dirigeants forts se maintenant au pouvoir par des répressions; elle a besoin d'institutions fortes et respectées, reconnaît votre collègue des États-Unis... un Africain. L'espoir est donc permis dans cette universelle civilisation à laquelle l'Afrique et les Africains contribuent fortement, de tout temps, et de partout, même à partir de la France. Prenez garde à cet étrange renoncement aux glorieux fardeaux de votre propre parole délivrée publiquement à Dakar, en terre africaine. La France peut tenir parole. La France doit tenir parole. Comme on fait son mandat présidentiel, on le quitte : lumière ou ombre. Pour la France, l'Afrique et les Africains comptent-ils bien plus que leurs dirigeants de l'heure, réfractaires à la démocratie? Songez-y un moment! Surtout, ne vous trompez pas de solidarité, Monsieur le Président de la République française.



Pierre S. Adjété

Président, Alliance Togolaise Internationale (ATI)

Québec, Canada.

●27 octobre 2015●